DÉCHETS INERTES & MATÉRIAUX RECYCLÉS

SOCLE DE CONNAISSANCES & TERRITOIRES À ENJEUX RESSOURCES ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

→ MONOGRAPHIE CREUSE





Cette monographie a été réalisée par la CERC Nouvelle-Aquitaine grâce au soutien technique et financier de la **Région**, de **l'ADEME** et de la **DREAL Nouvelle-Aquitaine**.







Elle a bénéficié d'un appui de la Fédération Régionale des Travaux Publics (FRTP) et de l'Union Nationale des Industries de Carrières Et Matériaux (UNICEM) Nouvelle-Aquitaine. La réalisation de cette monographie s'est en outre déroulée en coordination avec l'Agence Régionale Évaluation Climat (AREC) dans le cadre de ses travaux d'observation sur les déchets.

La Région, l'État et l'ADEME Nouvelle-Aquitaine pilotent un « **Observatoire Régional des Déchets et de l'Économie Circulaire** » **(ORDEC) :** <u>ordec.arec-nouvelleaquitaine.com</u>. Il favorise le partage de connaissances dans les domaines de la prévention et de la gestion des déchets, des flux de matières et plus généralement de l'économie circulaire. La Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) alimente ce dispositif d'observation sur les thématiques spécifiques au Bâtiment et aux Travaux Publics, en particulier sur les déchets inertes et matériaux recyclés.

Cette monographie départementale s'inscrit dans une étude plus globale à l'échelle régionale comportant plusieurs volets :

- Données et socle de connaissances ;
- Diagnostic et identification des territoires à enjeux ;
- Analyse technico-économique de plateformes de recyclage.

Contact:

Sébastien PERRUCHOT, 05 47 47 62 43, bordeaux@cerc-na.fr Alicia GORY, 05 56 37 03 07, a.gory@cerc-na.fr

SOMMAIRE

- Profil de territoires page 05
- Gisement et filières de gestion page 12
- Maillage territorial des installations page 18
- Ressources minérales primaires et secondaires page 21

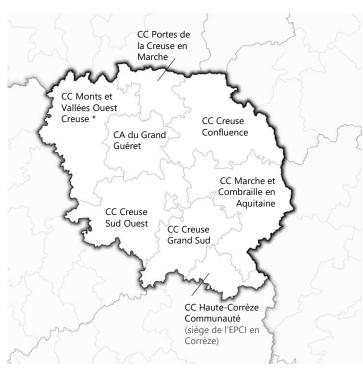
Les données concernant les installations de gestion des déchets inertes sont issues d'une enquête menée par la CERC du 30 mai au 16 octobre 2020. Les informations individuelles recueillies sont déclaratives. Le périmètre de cette enquête porte sur 8 catégories d'installations :

- installations de stockage de déchets inertes stockage;
- installations de stockage de déchets inertes stockage & recyclage;
- installations de stockage de déchets non dangereux;
- carrières remblayage;
- carrières remblayage et recyclage;
- plateformes de recyclage;
- centrales d'enrobage et PF de recyclage associée sur le même site ;
- plateformes de transit dédiées aux déchets inertes.

L'AREC a fourni les données concernant les installations de stockage de déchets non dangereux, et le recensement des déchèteries publiques et centres de regroupement, de tri et de valorisation à capitaux privés de déchets non dangereux.

La méthode d'évaluation des gisements de déchets inertes a consisté à faire « vieillir » les données de l'année 2015 arrêtées dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de Nouvelle-Aquitaine selon des critères d'activité pour le Bâtiment et les Travaux Publics par territoire. L'évolution de l'activité des Travaux Publics a notamment été mesurée à partir des balances comptables pour les « réseaux et voiries » des collectivités locales fournies par la DGFiP. Les gisements exprimés en tonnes demeurent des estimations qu'il convient de conforter par une expertise locale.

Localisation des EPCI cités dans le document



* Au 1er janvier 2020, la CC Monts et Vallées Ouest Creuse a laissé la place aux anciennes CC la composant, à savoir la CC du Pays Dunois, la CC du Pays Sostranien et la CC de Bénévent-Grand-Bourg.

Abréviations utilisées :

CC: Communautés de communes CA: Communautés d'agglomération

DGFiP: Direction Générale des Finances Publiques

DI: Déchets Inertes

DIR : Directions Interdépartementales des Routes nationales EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

ISDI : Installation de Stockage des Déchets Inertes

ISDND : Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux k: millier(s)

kt: millier(s) de tonnes Mt: million(s) de tonnes MOA: Maîtrise d'Ouvrage

PF de recyclage : Plateforme de recyclage

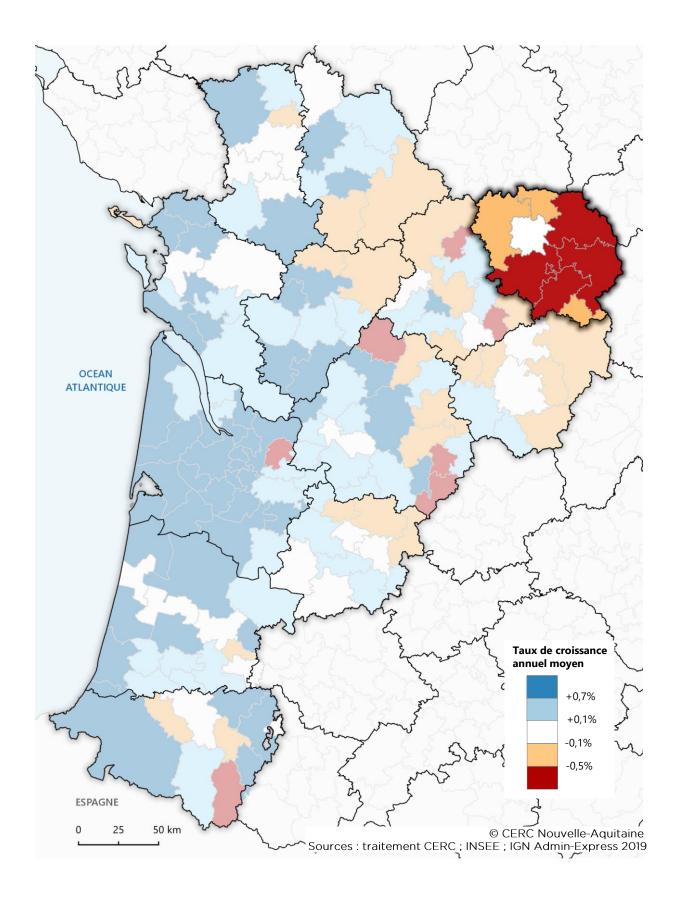
PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

TP: Travaux Publics

PROFIL DE TERRITOIRE

Évolution de la population en Nouvelle-Aquitaine par EPCI sur la période 2016/2011

population municipale, recensement de population INSEE



La Creuse occupe une position géographique centrale intéressante mais reste partiellement isolée de certains grands axes de communication. Les creusois représentent à peine 2 % de l'ensemble de la population de Nouvelle-Aquitaine. C'est le département le moins peuplé de la région, devant la Corrèze et le Lot-et-Garonne. La densité de population ne dépasse pas 21 habitants par km², soit trois fois moins qu'en moyenne régionale (71 habitants /km²).

Longtemps marquée par un exode rural massif, la déprise démographique est aujourd'hui liée au seul vieillissement de la population. Le solde migratoire est positif mais ceci n'empêchera pas que plus de 4 habitants sur 10 auront plus de 65 ans en 2033.

118 638

habitants (population légale 2017 en vigueur au ^{1er} janvier 2020)



21 hab/km²

Source: INSEE

+1000

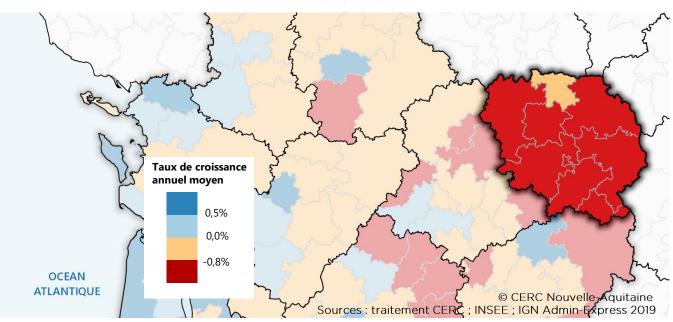
habitants supplémentaires à l'horizon 2033 par rapport à 2019

+ 0,03% par an en moyenne

Source : INSEE ; Omphale scénario central 2050

Évolution de l'emploi en Creuse par EPCI sur la période 2016/2011

Emploi total par sphère (productive et présentielle), recensement de population INSEE



REPÈRES MAITRÎSE D'OUVRAGE

256

communes dont trois de plus de 3 500 habitants communautés de communes

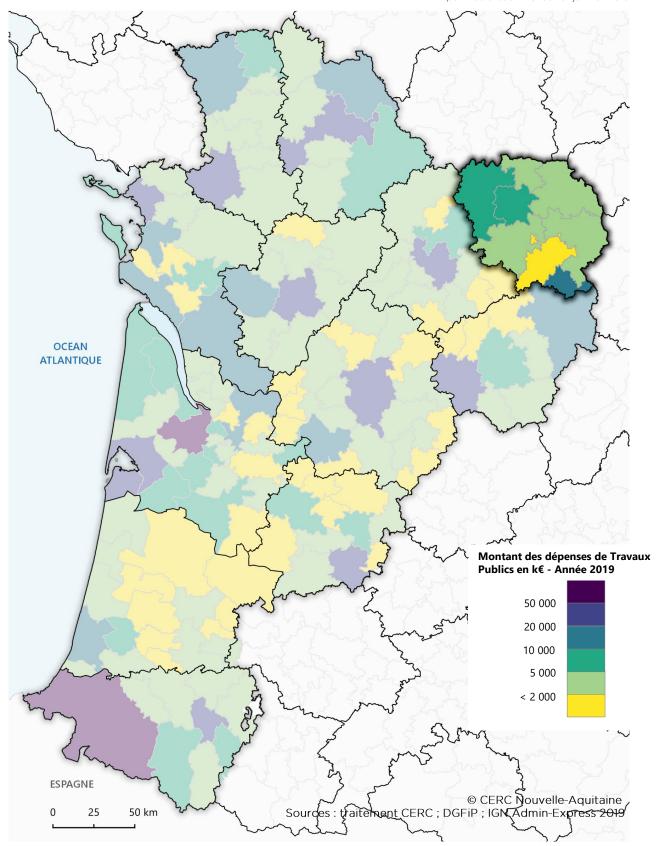
au 1er janvier 2019

communauté d'agglomération syndicats (SIVU-SIVOM)

Source : INSEE

Montant de dépenses de voiries et réseaux des communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) en 2019

périmètre des EPCI au 1er janvier 2019

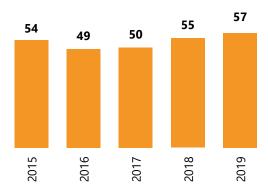


Les données sont extraites des balances comptables des communes et des groupements à fiscalité propre (GFP) produites par la DGFiP. Elles portent sur les budgets principaux et annexes. Les Travaux Publics comprennent principalement les travaux de « Réseaux et voiries » : routes, réseaux d'eau, d'assainissement, électrification... en maîtrise d'ouvrage directe. Les études, les acquisitions foncières et les investissements en matériels et équipements ne sont pas comptabilisés.

Le montant des dépenses de Travaux Publics des collectivités territoriales (Département, Communes et EPCI, Syndicats) de Creuse s'élève à 57 millions d'euros en 2019. Ces dépenses sont en hausse de 6% par rapport à l'année 2015.

Le bloc communal constitue le premier donneur d'ordre avec 44% des dépenses. La moitié se concentre sur la Communauté de communes Monts et Vallées Ouest Creuse (25%) et le Grand Guéret (24%). Le département assure 14 millions d'euros de travaux en maîtrise d'ouvrage directe (hors subventions versées, études et acquisitions foncières).

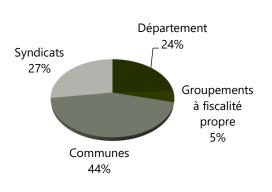
Montant de dépenses des Travaux Publics des collectivités territoriales en M€



Sources: traitement CERC; DGFiP

Montant de dépenses des Travaux Publics des collectivités territoriales en 2019

	Travaux Publics en 2019 (M€ TTC)	Données 2018
Département	14	14
Métropole	-	-
Communautés d'agglomération	<1	<1
Communautés de communes	2	3
Communes de 50 000 habitants et plus	-	-
Communes de 10 000 à 49 999 habitan	ts 3	4
Communes de 3 500 à 9 999 habitants	2	1
Communes de moins de 3 500 habitant	ts 20	18
SIVU	3	3
SIVOM	12	11
TOTAL C	Creuse 57	55



Sources : traitement CERC ; DGFiP

Les données sont extraites des balances comptables des collectivités territoriales produites par la DGFiP. Elles portent sur les budgets principaux et annexes. Les Travaux Publics comprennent principalement les travaux de « réseaux et voirie » : routes, réseaux d'eau, d'assainissement, électrification... en maîtrise d'ouvrage directe. Les études, les acquisitions foncières et les investissements en matériels et équipements ne sont pas comptabilisés.

REPÈRES TRAVAUX PUBLICS

15

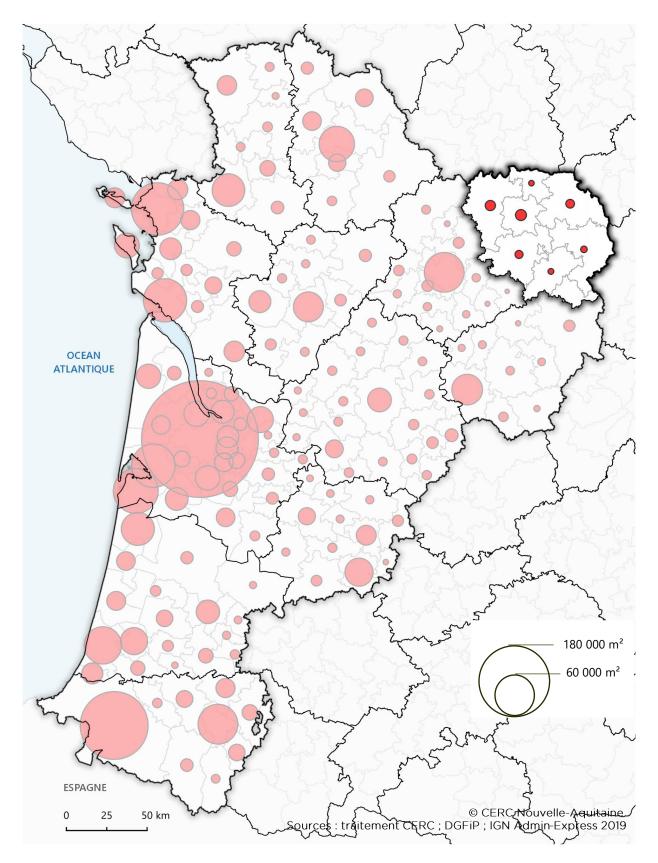
entreprises adhérentes à la Caisse des congés payés des Travaux Publics 106

établissements relevant du secteur des Travaux Publics **316** salariés

Sources: UCF; CNETP; FRTP; INSEE

Surfaces mises en chantier de logements par EPCI au cours de l'année 2018

Dernières données disponibles arrêtées à l'échelle communale <u>en date réelle</u> en m²



Les surfaces mises en chantier ont été retenues pour mesurer l'activité de la construction neuve de bâtiments. Les données conjoncturelles en nombre de logements figurent sur la page 11.

BÂTIMENT

Les mises en chantier de logements en Creuse ont connu un point haut de plus de 300 logements commencés de fin 2017 à fin 2018, se démarquant du niveau de mises en chantier plutôt stable sur le reste de la période. L'année 2019 compte près de 200 logements mis en chantier, avec un léger recul en fin d'année.

Les surfaces mises en chantier de bâtiments non résidentiels ont diminué à partir de mi-2018, atteignant un niveau bas de 35 milliers de m². Depuis, les surfaces mises en chantiers sont orientées à la hausse.

Plus de la moitié des constructions neuves a été réalisée sur la communauté de communes de Monts et Vallées Ouest Creuse et le Grand Guéret.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Année 2019	2019/2018		
Bâtiments agricoles	38 milliers m²	+27,2 %		
Secteur privé non agricole	4 milliers m ²	- 68,3 %		
dont locaux industriels	<1 milliers m²	- 96,3 %		
dont commerces	<1 milliers m²	- 78,5 %		
dont bureaux	<1 milliers m²	- 79,9 %		
dont entrepôts	2 milliers m²	- 60,4 %		
dont autres locaux	1 milliers m²	+17,0 %		
Secteur public	5 milliers m²	+ 77,9 %		
Total locaux commencés	47 milliers m ²	+ 3,7%		

Sources: traitement CERC; SDES

Mises en chantier de logements

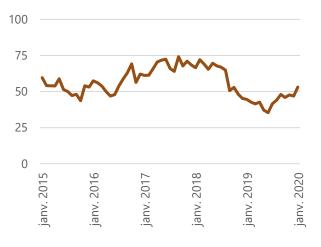
Nombre de logements en <u>date réelle estimée</u> ; rythme annuel



Sources: traitement CERC; SDES

Surfaces mises en chantier de locaux

en miliers de m² en date de prise en compte; rythme annuel



Sources : traitement CERC ; SDES

REPÈRES BÂTIMENT

1001 établissements relevant du secteur du bâtiment 1 475

salariés du bâtiment selon les données des Caisses de congés payés 54

entreprises de Nouvelle-Aquitaine ayant une qualification Qualibat « démolition-déconstruction ». Aucune en Creuse

GISEMENT ET FILIÈRES DE GESTION

(hors déchèteries, centres de regroupement et de tri)

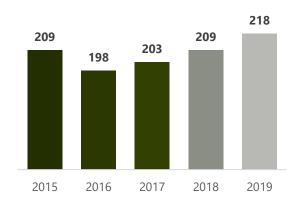
GISEMENT DE DÉCHETS INERTES

Estimation du gisement de déchets inertes

milliers de tonnes

Le gisement de déchets inertes est estimé, a minima, à 218 milliers de tonnes, pour l'année 2019 en Creuse, dont près de la moitié se situe dans le quart Nord-Ouest du département (Monts et Vallées Ouest Creuse et le Grand Guéret). En progression depuis 2016, le gisement du département atteint un point haut en 2019.

Cette remontée du gisement creusois est principalement due à l'augmentation de l'activité des Travaux Publics, qui s'explique notamment par un cycle électoral municipal favorable (achèvement des projets lancés en début du mandat). Différents projets influencent également la production de déchets : déploiement de la fibre optique, le programme d'amélioration d'itinéraire de la RN145...



Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

208

milliers de tonnes de déchets inertes à l'horizon 2033* (scénario au fil de l'eau)

soit + 0,3% par rapport à la moyenne 2015-2019

* Cette projection est calée sur la population attendue à l'horizon 2033, les dépenses MOYENNES de travaux publics des collectivités locales par habitant et les surfaces MOYENNES construites pour 1000 habitants.

Les efforts pour limiter la production de déchets et en matière de réemploi, les politiques publiques de rénovation urbaine ou de densification ne sont, par exemple, pas prises en compte dans cette projection.

Répartition du gisement par EPCI en %	Année 2019
CC Monts et Vallées Ouest Creuse	25%
CA Grand Guéret	22%
CC Creuse Confluence	14%
CC Creuse Sud Ouest	13%
CC Marche Combraille Aquitaine	13%
CC Portes Creuses en Marche	8%
CC Creuse Grand Sud	5%
CC Haute-Corrèze Communauté	<1%

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

NB: les gisements exprimés en tonnes demeurent des estimations qu'il convient de conforter par une expertise locale au regard de chantiers sous MOA des DIR, de concessionnaires autoroutiers, SNCF Réseau, Enedis...

DIAGNOSTICS PRÉALABLES À LA DÉCONSTRUCTION

La réalisation d'un diagnostic déchets préalablement à toute opération de déconstruction est obligatoire pour les bâtiments d'une surface hors œuvre brute (SHOB) supérieure à 1 000 m² ou ayant accueilli des substances dangereuses. Le diagnostic doit être réalisé préalablement au dépôt du permis de démolir et les maîtres d'ouvrages doivent ensuite télédéclarer les informations relatives aux diagnostics. En Nouvelle-Aquitaine, les informations concernent 28 opérations portant sur une SHOB de 106 103 m². Les tonnages de déchets évalués s'élèvent à 97 milliers de tonnes soit un ratio de 1,09 tonne / m² avant réemploi sur site. Ce ratio est assez proche de celui constaté au niveau national (0,98 à 1,0).

Sources: traitement CERC; ADEME

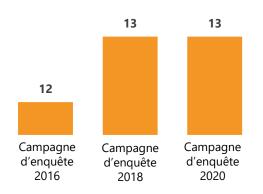
RECENSEMENT DES INSTALLATIONS

La campagne d'enquête 2020 sur le recensement des installations de stockage de déchets inertes, carrières, plateformes de recyclage, plateformes de transit dédiées et centrales d'enrobage accueillant des déchets inertes fait état de 13 installations en Creuse. Les ISDI représentent plus de deux tiers des installations. 2 carrières, 1 plateforme de recyclage et 1 centrale d'enrobage complètent le maillage.

Depuis la campagne d'enquête de 2018, une installation a fermé à Noth (ISDND) et une carrière a reçu une autorisation pour recevoir des déchets inertes à Saint-Agnant-de-Versillat. Par ailleurs, l'ISDI de Bourganeuf a cessé son activité en mars 2019.

Périmètre d'enquête des installations

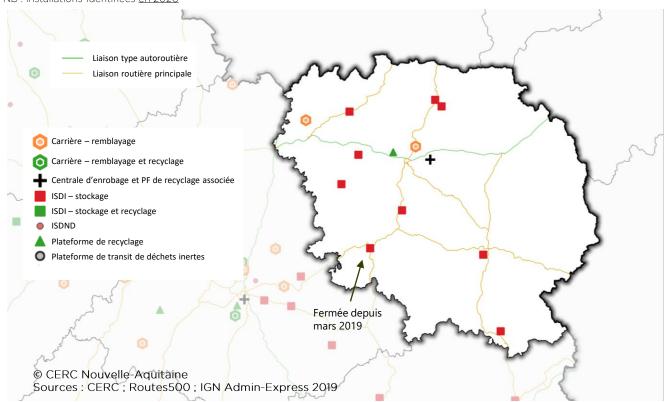
en nombre de sites



Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Recensement des installations - Campagne d'enquête 2020

Installations géolocalisées à partir de leurs coordonnées géographiques (RGF93 Lambert 93) NB : installations identifiées <u>en 2020</u>



	allations recensée ne d'enquête 202
ISDI – stockage	9
ISDI – stockage et recyclage	-
Plateforme de recyclage	1
Centrale d'enrobage et PF de recyclage associée	1
Carrière - remblayage	2
Carrière - remblayage et recyclage	-
ISDND	-
Plateforme de transit	-
Ensemble	13

Les apports extérieurs de déchets inertes sont utilisés pour les besoins de remblayage de deux carrières.

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

RECENSEMENT DES INSTALLATIONS

Nombre d'installations recensées en nombre de sites	Nombre de sites ouverts à toutes entreprises	Nombre de sites à l'usage <u>principal</u> de l'exploitant
ISDI – stockage	5	-
ISDI – stockage et recyclage	-	-
Carrière – remblayage	2	-
Carrière – remblayage et recyclage	-	-
Plateforme de recyclage	1	1
Centrale d'enrobage et PF de recyclage associée	-	1
ISDND	-	-
Plateforme de transit	-	-
Ensemble	8	2

NB: usage principal de l'exploitant = au minimum 90% des apports de déchets proviennent de l'entreprise ou du groupement exploitant le site. Ils ne sont donc pas nécessairement totalement fermés à des tiers. Les deux colonnes du tableau ne doivent pas être ajoutées.

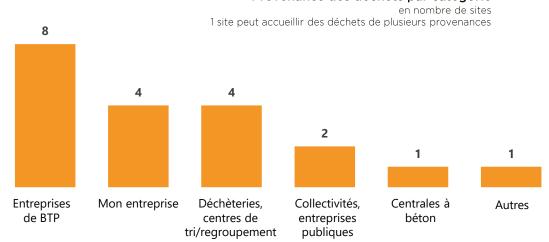
Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Les installations ouvertes à toutes les entreprises sont principalement les installations de stockage de déchets inertes. La plateforme de recyclage, bien que principalement dédiée à l'usage de son exploitant, reste ouverte à toutes entreprises.

Les apports extérieurs de déchets inertes proviennent essentiellement d'entreprises du B&TP. 4 sites réceptionnent également des gravats de déchèteries.

installations réservées quasi exclusivement à l'usage de l'entreprise exploitante

Provenance des déchets par catégorie



^{*} Mon entreprise = entreprise(s) exploitant la plateforme

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

EXCÉDENTS DES CENTRALES À BÉTON

Les centrales à béton produisent des excédents. Ces excédents représentent environ 3% de la production. Les dispositifs de lavage ou les bennes de durcissement permettent de donner une seconde vie à des bétons. **En Creuse, un site accueille les excédents de production des centrales à béton**.

TONNAGES RECEPTIONNÉS

92%

taux de réponse à l'enquête en 2019

Moyenne Nouvelle-Aquitaine: 90 %

Provenance des déchets entrants sur les installations

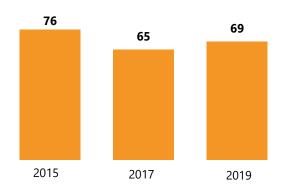
en milliers de tonnes

Provenance	Tonnages 2019	%	
Creuse	69	99,9%	
Corrèze	<1	<1,0%	
Total	69	100,0%	

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Tonnages entrants sur les installations (toutes provenances)

en milliers de tonnes



Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Les 13 installations ont réceptionné 69 milliers de tonnes de déchets inertes, légèrement plus qu'en 2017. Seulement, 32% des déchets inertes produits sur le département sont dirigés vers des installations. Les installations de stockage, pourtant nombreuses dans le département, ne reçoivent que de petits volumes. D'autre part, d'importants volumes produits sur chantiers sont actuellement orientés vers des solutions alternatives de proximité, de type aménagements agricoles, ne présentant pas toutes les garanties en matière de traçabilité.

Les tonnages recyclés s'élèvent à 32 milliers de tonnes, principalement des déchets d'enrobés bitumineux réintégrés dans la production d'enrobés.

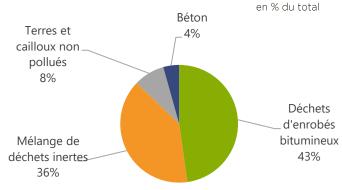
Tonnages entrants sur les installations (toutes provenances) au cours de l'année 2019

en milliers de tonnes Liaison type autoroutière Liaison routière principale La Souterraine Carrière – remblayage Gouzon o Carrière – remblayage et recyclage Guéret Centrale d'enrobage et PF de recyclage associée ISDI - stockage ISDI – stockage et recyclage ISDND Bourganeuf Plateforme de recyclage Aubusson Plateforme de transit de déchets inertes Les cercles sont proportionnels aux tonnages entrants sur les © CERC Nouvelle-Aquitaine installations Sources: CERC; Routes500; IGN Admin-Express 2019

Le recyclage constitue la première destination des déchets inertes avec 32 milliers de tonnes accueillies, principalement des déchets d'enrobés bitumineux (92%). 19 milliers de tonnes, majoritairement des mélanges de déchets inertes, ont été valorisés en remblayage de carrières.

milliers de tonnes de déchets recyclés

Tonnages entrants sur les installations par nature



polluées, verre = <1%

Briques, tuiles et céramiques, ballast de voies, boues de dragage non 81%

taux de valorisation des déchets inertes sur installations

dont 47% recyclés

Pour le département de la Creuse, plus de 13 milliers de tonnes de déchets sont stockés définitivement, principalement des déchets inertes en mélange.

Tonnages entrants sur les installations par nature et destination

en milliers de tonnes

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

	Terres et cailloux non pollués	Mélange de déchets inertes	Béton	Déchets d'enrobés bitumineux	Briques, tuiles et céramiques	Verre	Ensemble
Remblayage carrière	1	18	< 1	<1			19
Utilisés en aménagement	4	<1					5
Recyclés			2	30			32
Stockés définitivement	<1	7	<1		<1	6	13
ENSEMBLE	5	25	3	30	<1	6	69

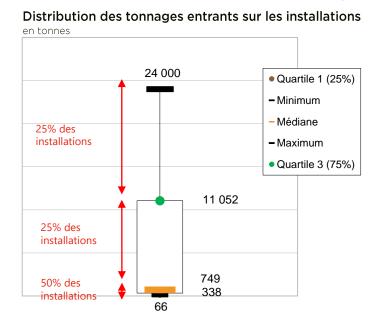
Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Note de lecture :

trois quarts des installations Les prennent en charge moins de 11 kt. La moitié des installations réceptionne moins d'un millier de tonnes de déchets inertes.

Sur les 13 installations identifiées, 3 ont réceptionné plus de 10 kt de déchets inertes en 2019.

Source: CERC Nouvelle-Aquitaine



Déchets inertes : socle de connaissance & territoires à enjeux // ressources et économie circulaire CREUSE - Décembre 2020 -

MAILLAGE TERRITORIAL DES INSTALLATIONS

MAILLAGE ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

Le maillage territorial des installations est très imparfait voire problématique. Les installations sont concentrées dans le quart Nord-Ouest du département, où l'activité économique est la plus soutenue. Néanmoins, de nombreuses installations sont réservées principalement à l'usage de l'exploitant ou des collectivité/déchèteries, ce qui restreint encore plus le maillage des installations accessibles à toutes entreprises. Une partie non négligeable du département est dépourvue d'installation ouverte à toutes entreprises à moins de 15 minutes de trajet.

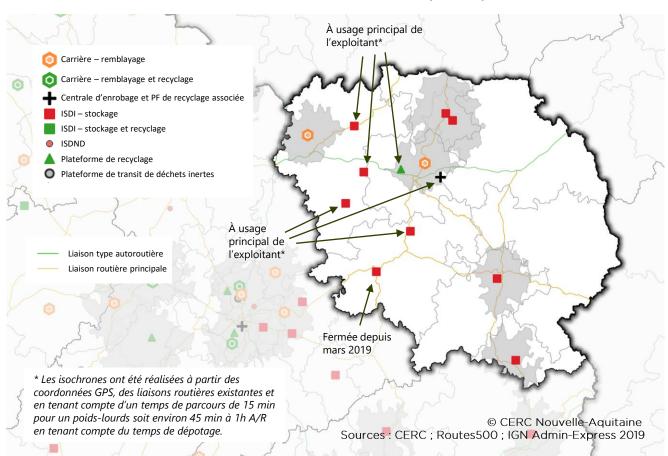
Le taux de captation du gisement par des installations (32%) vient renforcer ce constat. Il est l'un des plus faibles des départements néo-aquitains. La fermeture de l'ISDI de Bourganeuf ne vient qu'intensifier le manque de solutions pour les déchets inertes.

47

milliers de tonnes de capacités de stockage définitifs restantes à fin 2019 (sur ISDI)

Les capacités de stockage restantes pour les installations de stockage de déchets inertes en activité sont de près de 47 milliers tonnes en Creuse. Une installation concentre la moitié des capacités restantes à Saint-Vaury.

Zone de chalandise des installations ouvertes à toutes entreprises à partir d'isochrones de 15 min



* Les isochrones ne sont pas indiquées pour les installations à usage principal de l'exploitant, c'est-à-dire pour lesquelles plus de 90% des déchets qui ont été accueillis au cours de l'année 2019 concernent des <u>déchets de l'entreprise exploitante ou de déchèteries.</u>
Certains de ces sites peuvent ponctuellement accueillir des déchets extérieurs ou commercialiser des matériaux recyclés.

MAILLAGE ARTISANS DU BTP

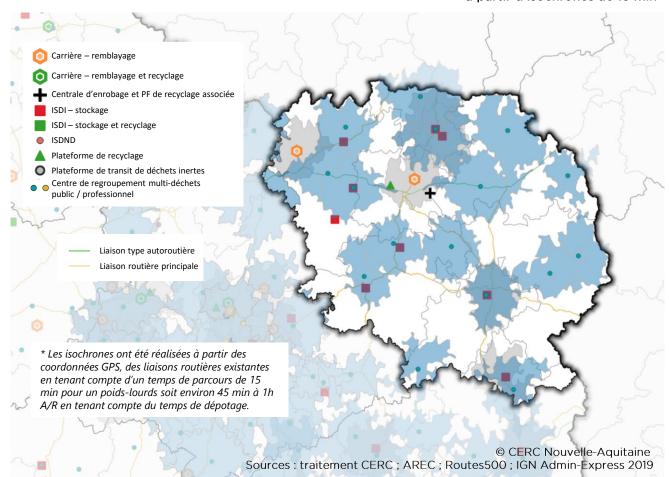
Les petites entreprises et artisans du BTP disposent de 16 points de collecte (déchèteries publiques) pour déposer leurs gravats et déchets inertes. Néanmoins, la présence de « zones blanches » est non négligeable, notamment au Sud-Ouest du département.

Des points de vigilance peuvent également être mis en avant quant aux horaires d'ouverture et surtout aux quantités maximales admises sur les déchèteries, obligeant les artisans à se reporter vers d'autres exutoires. 16

déchèteries publiques acceptent les déchets inertes (gravats) des professionnels du BTP.

Aucune déchèterie professionnelle, centres de tri et de valorisation ne complète ce maillage.

Zone de chalandise des déchèteries publiques et professionnelles à partir d'isochrones de 15 min

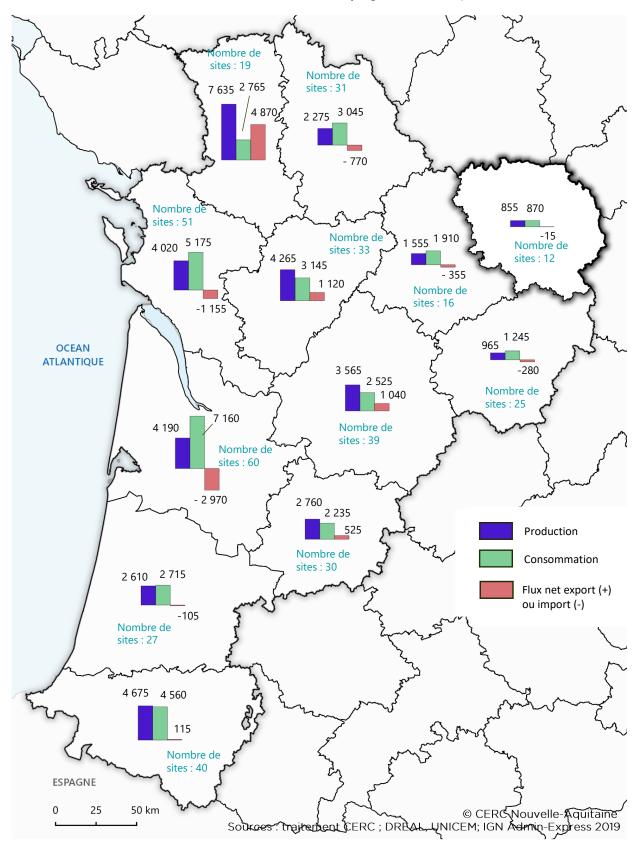


La liste des déchèteries publiques ouvertes aux professionnels et les centres de tri et de regroupement à capitaux privés (déchèteries professionnelles) acceptant les dépôts de gravats et matériaux inertes a été transmise par l'AREC.

CARRIÈRES & RECYCLAGE DE MATÉRIAUX

Production et consommation de granulats naturels par département

Données 2015 en milliers de tonnes ; hors recyclage ; données 2018 pour le nombre de sites en activité



NB: cette carte présente les chiffres globaux en matière de consommation et production de granulats pour l'année 2015. <u>Les données peuvent être de nature différentes par nature de granulats</u> (alluvionnaires, éruptifs, calcaires...). Le nombre de sites est celui fourni par l'enquête de branche de l'UNICEM.

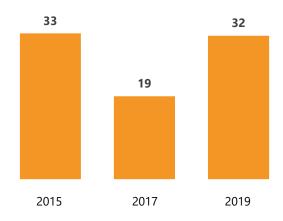
Les plateformes de recyclage ont réceptionné 32 milliers de tonnes de déchets inertes au cours de l'année 2019, en hausse par rapport à 2017. Les matériaux recyclés sont en très grande majorité des déchets d'enrobés bitumineux destinés à être réintroduits dans la production d'enrobés (94% des matériaux recyclés).

Contrairement à de nombreux départements, les chiffres ne montrent pas de développement significatif des filières de recyclage. Les volumes de déchets inertes valorisables restent modestes et rendent difficile la rentabilité économique de plateformes de recyclage pour des matériaux qui répondent à une logique de circuit court.

Les matériaux recyclés couvrent 4% des besoins en granulats de la Creuse.

Tonnages de déchets inertes recyclés (toutes catégories d'installations)

en milliers de tonnes



Source: CERC Nouvelle-Aquitaine

Localisation des activités de recyclage et tonnages recyclés Recensement Campagne d'enquête 2020 ; tonnages 2019 Carrière – remblayage Centrale d'enrobage et PF de recyclage ISDI – stockage ISDI – stockage ISDND Plateforme de recyclage Plateforme de transit de déchets inertes © CERC Nouvelle-Aquitaine Sources : traitement CERC ; Routes500 ; IGN Admin-Express 2019

DÉMARCHE QUALITÉ

21

entreprises limousines signataires de la « Charte des recycleurs des Travaux Publics » 91 entreprises adhérentes en Nouvelle-Aquitaine https://www.frtpna.fr/actualites/recycleurs-des-tp entreprises néoaquitaines détiennent le label Qualirecycle BTP pour 8 sites. Aucune entreprise n'est localisée en Creuse

https://www.seddre.fr/qualirecycle.pdf

Déchets inertes : socle de connaissance & territoires à enjeux // ressources et économie circulaire CREUSE - Décembre 2020 - La Cellule Économique Régionale de la Construction (CERC) Nouvelle-Aquitaine rassemble les acteurs publics et privés de l'acte de construire au niveau régional : services de l'Etat, collectivités territoriales, organisations professionnelles, organismes financiers et d'assurance, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, formation... Notre objectif est le développement d'une expertise locale sur la filière construction pour apporter des outils d'aide à la décision de qualité à l'ensemble de nos partenaires publics et des professionnels de la région.

La CERC réalise des travaux d'observation sur des thématiques spécifiques à la filière construction : conjoncture, perspectives d'activité, emploi & formation, transition énergétique et bâtiment durable, économie circulaire et déchets du BTP, matériaux de construction, travaux publics et infrastructures durables, etc.





Bureau de Bordeaux : 1 bis avenue de Chavailles 33520 BRUGES - Téléphone : 05.47.47.62.43 Bureau de Limoges : 2 allée Duke Ellington 87067 LIMOGES - Téléphone : 05.55.11.21.50

 $Email: nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr\ I\ Site\ Internet: www.cerc-na.fr\ ;\ www.cerc-actu.com$